

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Nos lendemains

Aurélie Lanctôt et Rosalie Lavoie

Numéro 321, automne 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89389ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lanctôt, A. & Lavoie, R. (2018). Nos lendemains. *Liberté*, (321), 2–3.

Tous droits réservés © Aurélie Lanctôt, Rosalie Lavoie, 2018

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Nos lendemains

Au début des années 1970, les Premiers Peuples du Manitoba publient le manifeste *Wahbung. Our Tomorrows* en réponse au Livre blanc de 1969 du gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, un projet de loi proposant l'abolition des réserves et du statut d'Indien au Canada. Les territoires sacrés, ancestraux, lieux de vie pour des centaines de communautés à travers le pays, seraient ainsi devenus la propriété privée du plus offrant. Quant aux Premières Nations, on supposait que l'abolition du statut d'Indien en ferait enfin de « véritables » Canadiens... « Il faut faire comprendre aux Canadiens, et singulièrement aux Indiens eux-mêmes, qu'ils font un choix. Ou bien on entre dans la société canadienne de plain-pied, on est égal devant la loi (*sic*), on a les mêmes droits que les autres Canadiens, ou alors on reste à part, on a des lois particulières et on est des citoyens un peu différents, pas des citoyens à part entière », déclarait alors le premier ministre Trudeau, défendant le Livre blanc de son ministre des Affaires autochtones et du Développement du Canada Nord, Jean Chrétien.

Le président de l'Association indienne de l'Alberta, Harold Cardinal, n'a pas tardé à répondre à cet affront : « Encore une fois, les Indiens du Canada sont trahis par un programme qui ne propose rien de mieux qu'un génocide culturel. » On finira par bloquer la mise en œuvre du Livre blanc alors que, pour la première fois de l'histoire moderne, différentes nations se rassemblent pour former un front commun et se faire entendre haut et fort, d'un océan à l'autre. Deux ans plus tard, les Premiers Peuples du Manitoba publient le manifeste *Wahbung*, qu'on appellera aussi le Livre rouge, dans lequel les signataires affirment leur droit à l'autodétermination. Nous sommes en 1971.

Il faudra attendre la guerre du saumon (1979-1981) puis, quelque dix ans plus tard, la crise d'Oka pour que les questions relatives au territoire, à l'autodétermination et au statut des Autochtones soient à nouveau abordées dans les médias au Québec. Et encore, durant les événements d'Oka par exemple, on relaie principalement le discours du gouvernement, accompagné d'images, en boucle, des visages fermés des Warriors et de leurs gestes de révolte, alors que les soldats des Forces canadiennes, bien sûr pacifiques, se plantent devant eux, sans jamais perdre le contrôle. Cette crise sera révélatrice de la profonde division entre nos sociétés. Elle permettra de mesurer l'étendue de la méconnaissance des Québécois quant à la réalité des Premiers Peuples et, plus spécifiquement, des questions territoriales. Cette crise

aura aussi montré notre racisme latent à l'endroit des Autochtones, un racisme qui prenait là toutes ses aises.

Un an plus tard, *Liberté* publiait un numéro double sur la littérature des Premiers Peuples, intitulé « Aux Indiens », parce que ce numéro, en majorité écrit par des autochtones, leur était aussi dédié. Pierre Turgeon, alors rédacteur en chef de la revue, écrivait dans son éditorial : « [I]l a fallu que ce [...] pont soit bloqué pour que les Amérindiens apparaissent sur nos écrans de télévision. À défaut de le faire dans nos consciences. » Nous sommes au début des années 1990.

Qu'en est-il de nos consciences aujourd'hui ?

Partout à travers le Canada, la résistance des Autochtones continue. On organise des camps pour donner la possibilité à ceux et celles qui le désirent de réapprendre leur langue, leurs manières de vivre et leur histoire. Ailleurs, on occupe des territoires pour empêcher leur pillage et leur destruction. On bloque la construction d'oléoducs, qui posent un risque énorme pour l'environnement et notre futur à tous. Des manifestations ont lieu, des événements rassemblent les foules, des collectifs militants voient le jour. Pourtant, on entend très peu parler de cette résistance et de cet éveil. Ce qu'on voit, ce qui nous est transmis ce sont des gens abattus, souffrants, vulnérables ; on voit l'oubli, la tristesse, la misère, la violence, la dépendance. Comme si, d'ailleurs, il n'y avait rien de tout cela dans notre société, comme si nous n'étions pas en grande partie responsables de ces maux, ici comme partout où nous plantons notre machinerie extractive ; partout où nous tentons d'assouvir notre soif inextinguible de possession, partout où nous nions l'autre, sa voix, son être.

Qu'en est-il, donc, de nos consciences ?

Presque cinquante ans après la publication du Livre rouge, les choses n'ont pas beaucoup changé. À bien des égards, le portrait s'est même assombri. Et si le premier ministre Trudeau, le fils désormais, semble vouloir faire un pas de plus que ses prédécesseurs vers les Premiers Peuples, tout porte à croire qu'il agit par opportunisme et non sans hypocrisie. On perçoit dans ses politiques une tentative de « *redwashing* » bien avant une volonté sincère d'établir un dialogue. Rien ne prouve que son gouvernement ne tente pas, une fois de plus, de *gérer* les Autochtones au sens paternaliste entendu par la Loi constitutionnelle et le droit canadien, histoire de préserver un accès à leurs terres et aux ressources qu'elles recèlent.

CODIRECTRICES

Aurélien Lanctôt et Rosalie Lavoie

DIRECTEURS INVITÉS POUR LE DOSSIER PREMIERS PEUPLES

Nawel Hamidi, Darryl Leroux et
Pierrot Ross-Tremblay

DIRECTION DU CAHIER CRITIQUE

Julien Lefort-Favreau, Jean-Marc Limoges,
Marie Parent et Jessie Mill

COMITÉ ÉDITORIAL

Dominique Charron (invitée)
Aurélien Lanctôt
Rosalie Lavoie
Julien Lefort-Favreau
Jean-Marc Limoges
Jessie Mill
Vanessa Molina
Marie Parent

DIRECTION ARTISTIQUE / MISE EN PAGE

Mathilde Hébert et Sylvie Labelle

RÉVISION LINGUISTIQUE

Fleur Neesham

CORRECTION D'ÉPREUVES

Karine Bernard

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nathalie Bondil
Gérald Grandmont
Yvon Lachance
David Lavoie
Audrey Murray
Christian O'Leary
Amélie Paquette

COUVERTURE

Christi Belcourt

DESSINS

Hannah Claus
Véronique Lévesque-Pelletier
Onira Lussier
Kent Monkman
Isaac Murdoch
Catherine Ocelot
Virginia Pésémapié Bordeleau

Un ami qui travaille dans les provinces de l'Ouest nous disait récemment qu'au Québec nous semblions vivre en harmonie avec «nos Indiens», c'est du moins ainsi que nous serions perçus des autres provinces. Cette perception repose peut-être sur le fait que les Premiers Peuples ne font pas tellement partie de nos préoccupations. C'est un peu comme s'ils n'existaient pas réellement, sinon comme une présence lointaine, diffuse, en vérité une absence – comme un membre fantôme. Nous cohabitons dans un relatif silence, une indifférence réciproque. Tout cela peut donner en effet, de l'extérieur, l'impression qu'ici, les choses vont bien. Pendant des décennies, les Québécois ont tenté d'affirmer leur identité nationale. Nous nous sommes affairés à penser notre libération, mais sans jamais interroger les conditions de la souveraineté des Premiers Peuples sur le territoire et leur conception, à eux, de ce que signifie cette souveraineté. Si le Québec se conçoit lui-même comme peuple colonisé – il le fut –, n'oublions pas que l'autre face de la victime, c'est celle du bourreau. Colonisés et colonisateurs, dans un même mouvement. Voilà une position bien inconfortable, qui engendre le déni.

○ ○ ○

Cela fait plusieurs années que *Liberté* réfléchit à la production d'un numéro sur les enjeux touchant les Premiers Peuples. C'est d'abord Dominique Charron, lorsqu'elle était responsable des communications à la revue et proche du mouvement Idle No More, qui en avait fait la suggestion au comité éditorial. L'idée qu'elle a lancée a suivi *Liberté* pendant plusieurs années. Elle s'est collée à nous, à nos réflexions. Elle s'est logée près de nos cœurs, elle a éveillé nos espoirs. Mais comment fallait-il aborder de telles questions? Il y a un an, tout le comité de rédaction, alors sous la direction de Jean Pichette, a rencontré Pierrot Ross-Tremblay et Darryl Leroux pour discuter de la possibilité de mener ensemble ce projet. Nous sommes sortis de cette rencontre bouleversés et débordants d'idées, avec le désir de s'ouvrir et d'apprendre les uns des autres.

Un an plus tard, nous y sommes arrivés. Au fil des mois, nous avons été en conversation continue avec Pierrot, Nawel et Darryl, à qui nous avons confié la direction du dossier «Premiers Peuples: cartographie d'une libération», que nous vous présentons aujourd'hui. Nous avons accepté de nous ouvrir et de prendre le risque de changer nos façons de faire. La structure même de ce

numéro, entièrement consacré aux Premiers Peuples, témoigne de ce processus de création, du dialogue qui s'est amorcé entre nous, Autochtones et allochtones. Nous considérons qu'il s'agit d'une réussite, parce que le processus même nous a transformés et a éveillé en nous le désir de se connaître. À partir de ce désir, de cette ouverture mutuelle, tout est possible. Pour nous, ça a débouché sur l'amitié. Nous espérons que la lecture de ces textes suscitera chez vous un désir similaire.

Au cœur de ce numéro, vous pourrez lire un manifeste issu de cercles de parole organisés avec des militants, des aînés, des gens de différentes communautés autochtones qui se sont rassemblés pour partager leurs visions de l'avenir de nos sociétés. Nous sommes honorés de publier ce texte dans nos pages. Merci pour la confiance et le travail colossal qu'ont représenté la cueillette de ces paroles et la mise en forme des propos qui se sont exprimés lors de ces rassemblements.

Peut-on affirmer que ce numéro constitue un pas dans la bonne direction? Nous le pensons. Et nous croyons que, à plus grande échelle, cette rencontre *est possible*. Ses conditions de possibilité sont d'ailleurs d'une simplicité désarmante: l'écoute, au-delà des malaises et des inconforts, l'ouverture à l'autre. Et idéalement, il faut aussi *accepter de se laisser transformer* par la rencontre. N'est-ce pas de toute façon l'une des plus grandes richesses de l'expérience humaine?

C'est peut-être pour cette raison que les discussions avec les Premiers Peuples achoppent sans cesse: nous ne tentons pas d'établir avec eux un réel dialogue, ce qui, toujours, suppose qu'on reconnaît l'autre comme un égal, qu'on considère comme légitimes sa parole et sa vision du monde.

Le processus qui nous a menés jusqu'ici nous a permis d'entrevoir la richesse des sociétés autochtones et de prendre conscience que l'amour de la planète et de tout être vivant loge au centre de leur conception du monde. Il s'agit pour nous d'une leçon de force, de résilience et d'intégrité qui nous chavire. La distance entre nos façons de penser et de faire société est flagrante, immense. Espérons qu'ensemble, nous sachions la traverser. 

—Aurélien Lanctôt et Rosalie Lavoie

IMPRESSION

Imprimerie HLN
2605, rue Hertel
Sherbrooke Qc J1J 2J4
819 566-7611

PAPIERS

Rolland Lynx Opaque
blanc et crème

POLICES

Le Monde Livre
et Galaxie Polaris

DISTRIBUTION AU CANADA

Diffusion Dimedia
539, boulevard Lebeau
Ville Saint-Laurent Qc H4N 1S2
514 336-3941

ABONNEMENT

SODEP (*Liberté*)
c.p. 160 succursale place d'Armes
Montréal Qc H2Y 3E9
514 397-8670
abonnement@sodep.qc.ca
www.sodep.qc.ca

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque nationale
du Québec.
Liberté est répertoriée dans
l'Index de périodiques canadiens
et dans Repère.
Liberté est disponible sur
microfilms. S'adresser à:
University Microfilms
International, 300 N. Zeeb Road,
Ann Arbor, Michigan 48106 USA.
Liberté est membre de la SODEP.
www.sodep.qc.ca
ISSN : 0024-2020
ISBN : 978-2-924414-41-5
Imprimé au Canada

LIBERTÉ

4067, boul. St-Laurent, bur. 303
Montréal Qc H2W 1Y7
514 598-8457
info@revueliberte.ca
www.revueliberte.ca
 @revueliberte

La revue *Liberté* reçoit des
subventions du Conseil des arts
et des lettres du Québec, du
Conseil des arts du Canada et
du Conseil des arts de Montréal.



Conseil
des arts
et des lettres
du Québec



Conseil des arts
du Canada

érudit Canada